

Vous vouliez une « transition », vous avez une « révolution » !

La bataille des images fait rage sur les écrans et les réseaux sociaux autour de symboles profanés. Les commentateurs ouvrent allègrement des boîtes de Pandore en parlant d'insurrection et de guerre civile sans savoir ce que c'est réellement. Pendant ce temps la France glisse dans la confusion, la sidération et l'émotion.

Il y a 10 ans, quand j'ai écrit « Quand la France réagira... »¹, j'avais évoqué, comme le ferait un médecin de façon préventive, trois symptômes pour qualifier la gravité de la crise qui caractérise notre pays à savoir :

- **Le symptôme argentin** du fait de la courbe de la dette et de la faillite des politiques publiques qui permettent de masquer le déclin du pays et de bloquer toute transformation de notre société afin de maintenir l'illusion d'un train de vie.
- **Le symptôme yougoslave** avec l'émergence d'un divorce profond entre la population et les élites qui provoque une implosion de la « Res-Publica » et une fractalisation des cohérences et cohésions territoriales.
- **Le symptôme libanais** avec des centaines de zones de non-droit qui se sont enkystées partout dans les périphéries de nos villes et agglomérations avec des logiques communautaristes et religieuses qui sont devenues les nouvelles références autour de la propagation rampante d'un islam radical qui s'est imposé progressivement en termes de gouvernance.

Beaucoup se sont amusés de ce diagnostic. Aujourd'hui les mêmes « rient jaune » avec les événements de ces dernières semaines qui viennent déstabiliser leurs certitudes intellectuelles et leur confort financier... Entre temps la dette a explosé du fait de la crise de 2008 et surfe sur la crête des 100% du PIB (*selon les critères de Maastricht*). Tous les spécialistes tremblent à l'idée d'une hausse des taux et surtout d'une nouvelle crise bancaire qui nous mènerait sur des pentes vertigineuses dans les prochains mois. Le déficit public est pour sa part devenu insoutenable et le déclin de la France est tel en termes de compétitivité que les quelques contrats d'armement ou d'avions ne suffisent plus pour cacher la misère de notre comptabilité nationale. Nous pouvons toujours dire que c'est de la faute des autres, des allemands, de l'Europe, du prix du pétrole ... une chose est certaine, notre pays connaît des difficultés chroniques pour garder son rang et surtout pour créer de la vraie richesse...A force d'avoir désindustrialisé et délocalisé nos actifs à forte valeur-ajoutée, il faut bien finir par admettre qu'il y a un prix à payer notamment sur le plan social. Certes il est facile, avec de l'argent quasiment gratuit, de développer une économie consumériste avec des retours sur investissements rapides, mais ces choix ne contribuent pas à créer des emplois et n'enrichissent pas un pays². Tout a déjà été écrit sur ce sujet et les experts n'ont cessé

¹ Xavier Guilhou - « Quand la France réagira... » Eyrolles – 2007

² Voir à ce sujet les excellentes analyses de l'économiste Claude Sicard, dont son dernier article du 5 décembre : « La France en révolte : faut-il compatir à la jacquerie des gilets jaunes ? »

<https://entrepreneurs-pour-la-france.org/Les-impasses/La-fuite-sociale/article/La-France-en-revolte-faut-il-compatir-a-la-jacquerie-des-gilets-jaunes>

d'alerter sur ces dérives, mais l'autisme réciproque des français et de leurs dirigeants est catastrophique. Tout le monde a privilégié l'illusion d'un pseudo train de vie à la promotion de l'effort, de l'innovation et de l'excellence. A l'arrivée il n'y a plus assez d'argent dans les caisses et chacun y va de sa rhétorique totalement infantile !

Quant au lien Etat-Nation, le constat de tous les experts est unanime : Il est en implosion totale. Beaucoup dissertent sur l'absence actuellement de relais crédibles et de médiateurs légitimes. Mais tout a été fait pour appauvrir ces relais qui permettent un vivre ensemble intelligent et durable. La baisse du niveau éducatif et culturel à tous les niveaux, la suspension du service militaire obligatoire, le pouvoir des réseaux d'influences, des lobbies, la médiocrité des médias et l'irruption des réseaux sociaux... tout a contribué à tirer vers le bas les relations entre les citoyens et ceux qui les représentent. Cette évolution de fond est très grave. Dans l'Histoire ces processus se terminent toujours mal avec au mieux des formes de résistances civiques au travers de l'émergence de collectifs plus ou moins homogènes, voire des formes d'insurrections révolutionnaires autour des injustices sociales et fiscales, comme nous sommes en train de connaître, au pire des guerres civiles lorsque le vivre ensemble devient impossible et insoutenable, comme en Ex-Yougoslavie où les populations se sont entretuées pendant dix ans sur des questions identitaires, religieuses, communautaires.

La question la plus préoccupante reste celle de la libanisation des marges violentes de nos sociétés où les référentiels ne sont plus ceux de la République et encore moins ceux de la Démocratie. Soyons clair, l'Islam n'est pas soluble dans ces principes politiques et sociétaux que nous avons progressivement mis en place au cours des siècles dans notre pays. Aujourd'hui Il n'y a plus beaucoup de marges de manœuvre pour sauvegarder le vivre ensemble sur ces espace-temps qui se sont affranchi de tout, à commencer par l'autorité de l'Etat et de ses substituts sur le terrain. Cela se traduit d'ores et déjà par des logiques de ghettos que nous connaissons trop bien. Les événements avec les émeutes urbaines de 2005, dont peu de nos dirigeants ont tiré les véritables enseignements, sont ceux d'une volonté de franchise territoriale et d'autonomie politique. D'ores et déjà, dans certains quartiers, nous ne sommes plus sur des questions de respect de l'état de droit mais sur l'imposition de fait d'une forme d'Etat quasi islamique à la place de l'Etat français avec la charia comme cadre juridique.

Depuis 3 semaines, toutes ces réalités ont explosé sur les écrans de télévision avec des manifestations émaillées d'émeutes, puis d'insurrections suffisamment violentes et préoccupantes pour déboucher sur une situation d'urgence pour la sauvegarde de nos institutions. Malheureusement Il n'y a aucune surprise dans le surgissement de cette forme de catharsis sociétale et dans l'expression de ces violences protéiformes et hétérogènes de tous les corps de la société. Nous avons déjà les germes en 2005 avec les banlieues, en 2009 avec « *la lutte contre la profitation* » dans les Antilles, les crises récurrentes autour des prix du carburant, les bonnets rouges contre l'écotaxe, la question de la ZAD de Notre Dame des Landes ... Tous ces micros événements ont constitué autant de laboratoires dans lesquels nous retrouvons tous les ingrédients qui se coagulent et démultiplient actuellement.

Alors pourquoi en sommes-nous arrivés à un tel niveau de colère, de haine et de dégâts alors que tout a été diagnostiqué depuis longtemps et que tous les symptômes auraient pu être

traités très en amont ? La réponse est simple : Il n'y a eu aucune anticipation stratégique des vraies questions depuis 30 ans... La responsabilité première incombe aux politiques, comme aux dirigeants du monde économique, qui savaient exactement quels étaient les risques d'un non traitement sur le fond des questions posées depuis les années 1975, dont la fameuse transition écologique pour sortir de l'emprise des énergies fossiles, jusqu'aux migrations de population... Ils savent tous depuis un demi-siècle quels sont les rendez-vous et ce sur quoi il fallait anticiper pour mettre nos pays à l'abri de tragédies collectives. Rien n'a été fait ! En revanche ils ont tous préféré faire de l'argent en surfant sur les « dividendes de la paix » et faire de la politique politicienne au jour le jour en redistribuant l'argent public à tous les raquetteurs qui avaient parfaitement compris l'usage qu'ils pouvaient en faire.

Cette forme d'imposture collective a finalement mis l'Etat en faillite. De fait les corps intermédiaires se retrouvent d'eux-mêmes totalement décrédibilisés, à commencer par les syndicats, mais aussi toutes les organisations représentatives du monde économique et autres agences gouvernementales, qui ont bien vécu sans apporter de véritable valeur ajoutée à notre économie et à notre société. Ils ont tous contribué depuis 30 ans à cet affaissement de notre économie et à l'appauvrissement des relations sociales en se cachant derrière une langue de bois et des pratiques qui valent les meilleures heures du soviet suprême. Mais ne nous leurrions pas, il y a aussi la population qui s'est satisfait pour une bonne part de cette situation facile où la réversion de la main invisible publique lui assurait une fausse quiétude et prospérité. Malheureusement elle se retrouve aujourd'hui avec des enfants de plus en plus incultes et démunis face aux exigences de la mondialisation et des services régaliens dégradés, il suffit de regarder dans quel état se retrouve nos armées, notre justice etc. A l'arrivée tous les ingrédients de ces symptômes argentins, yougoslaves et libanais finissent par s'agréger pour constituer un mélange explosif.

Le déclencheur des insurrections en cours tient en grande partie à cette impasse démocratique qui a permis à une minorité de profiter de la dislocation des blocs politiques, sous prétexte de « *dégagisme* », pour ramasser le pouvoir. Lors de la dernière élection présidentielle il n'y a eu aucun débat sur le fond. Ce ne fut que des parades séductrices avec des coups de menton. De fait le débat se joue en ce moment dans la rue avec une troisième mi-temps qui ne peut-être que violente. Les populations viennent de découvrir à leurs dépens la face cachée des feuilles de route de l'exécutif en place... qui auraient été aussi celles de leurs concurrents s'ils avaient pu prendre le pouvoir étant donné qu'il n'y a plus rien dans les caisses.... Dès lors 80% de la population vient enfin de comprendre que l'Etat est en faillite, qu'il n'a plus aucune marge de manœuvre budgétaire et qu'il a besoin de se renflouer d'urgence sur le plan financier en ayant recours à l'arme fiscale dans un pays qui est devenu le champion des pays de l'OCDE en termes de prélèvements obligatoires³ (46,2% du PIB) ...

Ceux qui ont pris le pouvoir sont incontestablement les plus intelligents et brillants de la classe. Mais leurs préoccupations et orientations politiques sont devenues totalement inaudibles pour les opinions. Leurs décisions se comprennent sur un temps long qui aurait dû être celui de leurs prédécesseurs au cours de ces 50 dernières années en termes d'anticipation

³ https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/12/05/pression-fiscale-la-france-en-tete-du-classement-de-l-ocde_5393237_3234.html

stratégique. Mais la population ne voit que la courbe immédiate de la pression de la fiscalité directe, et surtout indirecte, qui monte sans cesse au point de poser désormais un problème budgétaire vital à des pans entiers de la société. Du fait de l'appauvrissement et du déclassement du pays beaucoup ont en effet glissé dans la précarité. Plus grave, ce qui contribue à alimenter la colère sourde et la violence irrationnelle du mouvement des gilets jaunes, beaucoup ont désormais peur de se retrouver aussi dans les prochains mois ou années dans cette situation.

Certes il est louable et souhaitable de sauver l'Etat. Nous savons ce que donne un pays livré au chaos total faute d'une colonne vertébrale. Mais l'Etat ne doit pas tuer la France et spolier les français. Dans le contexte actuel qui peut déboucher sur une révolution convulsive et mortifère, les français ne sachant pas gérer leur contrat social, la seule chose à faire est de remettre à plat le cadre fiscal et de retrouver équilibre et justice. C'est vital. Des petits moratoires fiscaux ne servent à rien sinon à entretenir et nourrir les prochaines révoltes sociales. Mais la transformation du pays ne peut s'envisager qu'avec du temps, ce qui est incompatible avec les urgences sociales et l'impression d'injustice sociétale qui s'expriment depuis 20 jours. La véritable question qui se pose désormais est celle de l'autorité politique pour arbitrer ce moment crucial où les urgences et les priorités sont confondues dans un maelstrom de revendications, de haines et de peurs.

Quels que soient les astuces pour calmer les exigences des gilets jaunes ou l'expression de la fermeté utilisée par l'exécutif pour endiguer la volonté de destruction de nos institutions ou la tentation de pillage de nos centres-villes, il faudra bien expliquer à un moment donné aux français que la « fête est finie » et que nous allons entrer dans une autre temporalité où tout le monde devra faire preuve de bon sens, d'intelligence et de frugalité pour remettre les comptes en ordre et le pays en état de marche. Cela va supposer de prendre des mesures drastiques, courageuses et douloureuses, comme l'ont fait les canadiens en leur temps, et d'arrêter cet effet de ciseau pervers, et désormais catastrophique pour le pays, qui est celui de l'emballement de la dette et de l'addiction au déficit public. Tous les autres discours sur la transition sont cosmétiques et idéologiques. La véritable révolution ne consiste pas à destituer violemment à la Ceausescu notre monarque républicain, à rêver de 1791, à piller les magasins et à discourir sur les plateaux de télévision sur une VIème République. La véritable révolution, puisqu'il faudra bien la faire, nous n'avons plus le choix face à la pression des événements, devra être celle d'un nouveau pacte fiscal et d'un véritable contrat social. Pour cela il faut retrouver à tous les niveaux le langage du bon sens et de la responsabilité afin de ne pas tomber dans l'insoutenable et le drame avec des insurrections qui déboucheraient sur une guerre civile...Ceux qui ont vécu Beyrouth et Sarajevo savent ce que cela signifie. Nous ne sommes plus comme en 68 : le monde de cette époque révolue revendiquait le partage de la cagnotte et ne risquait rien. Aujourd'hui il n'y a plus de cagnotte et nous risquons tout !

Xavier Guilhou

7 décembre 2018